

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES
SUR LA CONSTITUTION
DU CANADA

Rapport du sous-comité
du
droit de la famille

Le sous-comité du droit de la famille a l'honneur de présenter le rapport ci-après.

À la demande du président de la Conférence, le sous-comité créé par le Comité permanent des ministres sur la constitution pour étudier les questions relatives au droit de la famille s'est réuni de nouveau afin d'envisager quelles modifications pourraient être apportées à l'article 5 du "meilleur avant-projet" ("meilleur compromis") de manière à susciter un accord plus complet sur ces dispositions.

Le sous-comité s'est réuni à trois reprises, et il semble que les délégués du gouvernement du Canada et de toutes les provinces, exception faite du Manitoba, conviennent maintenant que l'article 5 du "meilleur avant-projet" est acceptable.

Les discussions complémentaires du sous-comité ont confirmé que le Manitoba demeure opposé tant au transfert de la compétence relative au divorce qu'au libellé actuel de l'article 5 du "meilleur avant-projet". Le Manitoba a indiqué qu'il serait

disposé à accepter un texte révisé de l'article 5 qui limiterait le pouvoir des assemblées législatives provinciales de faire des lois relatives à la modification des ordonnances en cas de changement de circonstances.

L'Île-du-Prince-Édouard s'est ralliée au consensus en acceptant les dispositions de l'article 5 dans sa forme actuelle, mais elle demeure opposée au transfert aux provinces de la compétence relative au divorce.